

**Zeitschrift:** L'effort cinégraphique suisse = Schweizer Filmkurier  
**Herausgeber:** L'effort cinégraphique suisse  
**Band:** - (1933-1934)  
**Heft:** 37

**Artikel:** Une intéressante innovation au studio de T.S.F. de Lausanne  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-733467>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 02.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

droit que vient de lui conférer l'autorité suprême, d'autant plus que les cinémas sont déjà accablés de charges de toutes sortes (patentes, taxes, etc.).

Il est une chose que le jugement du Tribunal fédéral nous fait regretter tout spécialement : celle que la plus grosse partie des sommes que la Sacem va encaisser, comme « droits d'auteur », va partir à Paris, où elle servira avant tout à payer les quelque 4 à 500 employés (si nous sommes bien renseignés ?) que la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique occupe, à son siège principal, à répartir entre ses adhérents les droits qu'elle perçoit. A cet imposant bataillon d'employés, il faut ajouter encore les innombrables agents régionaux et locaux de la Sacem, en France, en Belgique, en Suisse, etc. Aussi comprend-on aisément que, des quelque 200 millions de francs français que la Sacem encaisse, comme « droits d'auteur », une petite partie seulement revienne finalement aux véritables ayants-droit. Il y a donc une certaine ironie à parler de « droits d'auteur », alors qu'il s'agit avant tout de « frais généraux » de la Sacem !

Dans ces conditions, ne serait-il pas équitable que les cinémas, comme d'ailleurs aussi toutes les entreprises de spectacles astreintes à payer des droits d'auteur, obtiennent de la Sacem :

- a) la liste complète de ses adhérents ;
- b) la liste complète des œuvres de son répertoire ;
- c) la justification de l'emploi des sommes qu'elle encaisse, notamment de la répartition de ces sommes aux auteurs, compositeurs et éditeurs qu'elle défend.

Car, enfin, il est d'usage courant qu'un débiteur reçoive un compte détaillé des sommes que lui réclame son créancier !

On nous dit également que les droits d'auteur, concernant les cinémas, seront perçus sur une base forfaitaire annuelle. Mais alors, un cinéma qui ne passerait que des films américains, devra-t-il aussi payer des droits d'auteur sur l'accompagnement musical de ces films, provenant d'un pays qui n'a pas adhéré à la Convention de Berne ?

Enfin, soulevons encore un autre point : celui des cartes de faveur dont disposent les directeurs, agents et sous-agents de la Sacem, qui revendiquent pas moins de trois places gratuites (et des meilleures) par jour. Pourquoi cela ? L'accompagnement musical des films sonores fait partie intégrante de la pellicule cinématographique ; il ne peut donc absolument pas varier, et c'est le même

à Paris qu'à Genève, à Lausanne, etc. On ne voit pas pourquoi, dès l'instant où il a été contrôlé par le siège central de la Sacem, à Paris, il doit être contrôlé à nouveau par les directeurs et agents des sièges secondaires. Il y a là un abus patent contre lequel les directeurs de cinémas sauront certainement se défendre... et nous les comprenons !

Nous souhaitons vivement que la convention qui, à ce qu'on nous dit, va être passée entre la Sacem et nos grandes associations cinématographiques de la Suisse allemande et de la Suisse romande, donne entière satisfaction à ces dernières.

Revenant à la Convention de Berne, nous ajoutons encore qu'une révision de celle-ci est prévue pour 1935. Déjà l'on travaille avec acharnement, de part et d'autre, à apporter sur la nature de la reproduction de la musique par le film sonore des précisions qui, jusqu'à présent, font complètement défaut pour mettre une fois pour toutes un terme aux discussions et aux divergences actuelles.

C'est ainsi que la « Fédération internationale d'Associations de Producteurs de films », dans sa séance tenue à Paris le 4 décembre dernier, et à laquelle étaient représentées : la France, l'Italie, l'Allemagne, la Hollande et l'Espagne, a déclaré à nouveau que *le film sonore et parlant est une unité indivisible composée d'images et de sons, et constituant un ensemble formant l'œuvre cinématographique*. En ce qui concerne plus spécialement la représentation des films sonores, le Bureau de la Fédération a déclaré que cette représentation ne comporte pas nécessairement l'obligation de payer des droits musicaux aux sociétés de perception, *les droits de l'auteur pour la reproduction de ses œuvres devant être fixés contractuellement entre le producteur et l'auteur*. Il constate, de plus, que ni la Convention de Berne, ni la législation des Etats, n'interdisent au compositeur la possibilité de transférer au producteur son droit de reproduction en même temps que son droit de représentation, dans le cas où ces deux droits seraient séparés. Seuls, les statuts des Sociétés de perception interdisent au compositeur et à l'auteur de faire usage de cette possibilité, mais aucune convention légale n'empêche que ces statuts puissent être modifiés, par quelque moyen que ce soit.

Si le point de vue de la Fédération internationale des Producteurs de films était admis, cela faciliterait énormément les choses, et les directeurs de cinéma seraient enfin délivrés du cauchemar des « droits d'auteurs ». Puisse-t-il en être ainsi !

## Une intéressante innovation au studio de T.S.F. de Lausanne

On a présenté, dernièrement, au studio de Radio-Lausanne, une innovation qui, en même temps qu'elle intéressait, apportait aux auditeurs un peu d'air — non pas de Paris — mais de New-York et des salles de cinéma où passe le film *42nd Street*. Cette tentative consistait à suggérer des images, par le moyen de la musique, avec un procédé nouveau : la surimpression sur disque.

Tous les amateurs de cinéma connaissent la surimpression photographique, consistant à superposer des images l'une sur l'autre. En disque, on vient d'obtenir un résultat semblable, s'adressant non plus à l'œil, mais à l'oreille, par la superposition d'un commentaire parlé « surimpressionné » et s'ajoutant à la « musique de fond ».

Autre but de cet essai musical : reprendre inversement, par le procédé radiophonique, ce qu'on avait traduit, pour le film muet, par « la musique des images ». Il vous souvient de ces films montrant, par exemple, un clair ruisseau, avec ce sous-titre (c'était du temps du film insonore) « Le ruisseau chantait ». L'illusion — divine ! — vous faisait entendre cette chanson bien que, parfois, le pianiste vous jouât avec un à-

propos douteux « L'Or du Rhin » ! L'image jolie, un peu magicienne, avait donc réussi à créer une suggestion auditive, bien que s'adressant au sens visuel. Aujourd'hui — et j'en arrive au procédé qui nous occupe — Jean Hennard a tenté l'expérience contraire : par le moyen des sons, avec des sous-titres parlés, il a voulu suggérer des images. Ce film, *42nd Street*, avec le martèlement des talons des girls, frappant le « stage » au rythme syncopé du jazz, n'a-t-il pas aussitôt créé l'atmosphère de Broadway ? Cette voix rauque du « maître à danser » de là-bas, ces rumeurs des coulisses, puis la représentation, le soir de la première — avec une débutante qui joue le sort de la revue et sa propre chance — tout cela, cette vie du music-hall, ne la voyiez-vous pas... les yeux fermés et rien qu'à ouïr cette synthèse musicale ?

N'ayant pas vu le film, rien lu de lui, ai-je fait preuve de trop d'imagination ? ou plutôt ne sont-ils pas nombreux, ceux et celles qui, entendant ces disques « surimpressionnés » virent, eux aussi, toutes ces choses ? W.

M. Jean Hennard vient de présenter, une nouvelle fois, par les mêmes procédés, un charmant film, aux mélodies ensorcelantes : *La Guerre des Valses*. Il convient de féliciter ceux qui ont travaillé à ce double travail de présentation et d'enregistrement sur disques, ainsi que le studio de Lausanne qui ne se cantonne pas dans les vieilles routines.